



Décision n° 2018-286

Avis conforme sur travaux, constructions et installations
en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme.

N° de procédure (DP - PC) : DP 006 16318 B 0022 Pétitionnaire : GROUPEMENT PASTORAL « AGNI LES MERVEILLES » Nature de la demande : reconstruction d'une cabane pastorale Localisation : Val d'Enfer nord, parcelle n°0002 section DN commune de TENDE
--

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, L.341-10, R.331-19, R.331-67 et R.341-10,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-1 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17

VU l'arrêté du 22 avril 1969 instaurant le classement de la Vallée des Merveilles au titre des sites pittoresques,

VU l'arrêté du 08 décembre 1989 instaurant le classement du site des « gravures rupestres préhistoriques de la vallée des Merveilles et de la région du Mont Bègo » au titre des monuments historiques,

VU l'arrêté préfectoral n°06163-2007 du 02 février 2007 instaurant une zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme de la commune de Tende,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14 et 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la déclaration préalable DP 006 16318 B 0022, enregistrée en mairie de Tende le 17 avril 2018, la demande de pièces complémentaires datée du 25 avril 2018 ainsi que les pièces fournies en conséquence le 05 juin 2018,

VU l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 07 juin 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 12 juillet 2018,

VU l'avis de l'Inspecteur des Sites en date du 13 juillet 2018,

Considérant que le projet porte sur la démolition d'une cabane pastorale vétuste et sur sa reconstruction intégrale sur le même site, afin d'offrir durant les mois d'estive, un logement plus décent au berger du Groupement pastoral et à sa famille,

Considérant toutefois que le projet se situe au sein du site classé « paysage remarquable » de la Vallée des Merveilles, que les travaux sont susceptibles d'impacter les sols, leur potentiel archéologique ainsi que le paysage dans lequel il s'insère,

Considérant à ce titre, qu'il convient de prévoir des mesures visant à prévenir toute atteinte irréversible à ces éléments du patrimoine, portant notamment sur les modalités de la mise en œuvre des travaux et les matériaux constitutifs de la nouvelle cabane pastorale,

Décide :

Article 1:

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable aux travaux de démolition et de reconstruction de la cabane pastorale sise parcelle n° 0002, section DN de la commune de Tende, tels que déclarés au dossier de déclaration préalable n° DP 006 16318 B 0022, sous réserve des éventuels avis complémentaires de l'Inspecteur de Sites, du Service régional de l'Archéologie et des prescriptions énoncées à l'article 2.

Article 2 :

~~Cet avis favorable est assorti des prescriptions particulières suivantes, à la charge du pétitionnaire :~~

Prescriptions générales

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes phases du chantier, tout particulièrement au démarrage et à la finalisation des travaux (y compris évacuation des déchets).

Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

2.2. L'ensemble des déchets et matériaux usagés entreposés aux abords de la cabane et de ses annexes sera trié et évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées, dès l'ouverture du chantier.

2.3 Les déplacements d'éléments rocheux, les affouillements ou décaissements du sol seront réalisés en présence d'un agent de l'Établissement public du Parc national. Toute découverte fortuite de matériel archéologique induira l'arrêt immédiat des travaux et l'expertise, sur site, du Service Régional de l'Archéologie. Des conditions d'exhumation spécifiques pourront être prescrites le cas échéant, avant l'éventuelle reprise des travaux.

2.4. En l'absence de prescription archéologique spécifique, la terre végétale excédentaire sera régalande sur les pourtours immédiats des fondations de la nouvelle cabane.

2.5. A la fin du chantier, l'ensemble des résidus de matériaux de construction et autres déchets issus des travaux, dont les résidus de décantation du mortier et les déjections animales décaissées, devra être évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées.

Prescriptions liées à la reconstruction de la cabane principale

2.6. Toutes les parties maçonnées seront réalisées à l'aide de pierres prélevées localement.

2.7. L'ensemble des maçonneries seront réalisées au mortier de chaux.

Le sable entrant dans la composition du mortier devra avoir une teinte similaire à celle des pierres utilisées pour la reconstruction de la cabane.

La confection et la pose du mortier seront réalisées sur des bâches étanches, de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs ;
- interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.8. Le jointolement des pierres sera réalisé en joints fins et creux à l'extérieur. Le recouvrement des pierres à l'extérieur n'est pas autorisé.

2.9. L'ensemble des éléments en bois sera confectionné à partir de mélèze de provenance locale (ossature des pans de murs au-dessus des soubassements en pierres maçonnées, piliers des avancées de toiture, bardages et huisseries) ; si ces éléments sont traités, ils devront l'être avec des produits naturels, assurant une teinte naturelle et mate.

2.10. L'isolation thermique de la cabane sera réalisée en matériaux naturels, recyclables ou biodégradables.

2.11. Les bardages, la porte et le volet seront réalisés en planches de mélèze équarries, éventuellement brossées mais non rabotées ni poncées.

2.12. La toiture de la cabane devra être réalisée en bac acier recouvert d'un bardage en mélèze.

2.13 Les bac-aciers ne devront pas être visibles à quelque endroit de la toiture que ce soit, y compris en rives et à l'égout.

Des éléments de gouttière en mélèze évidé seront installés au niveau de chaque pan de toiture, les eaux collectées pouvant être soit évacuées en dehors de l'enceinte de la cabane soit stockées à des fins d'utilisation pastorale ou domestique. Dans un tel cas, les cuves de stockage devront être dissimulées derrière un habillage en pierres prélevées localement et montées à sec (sans mortier).

2.14. Le bardage de la toiture sera équipé de fixations permanentes permettant la pose et la dépose de 3 panneaux solaires à chaque début et fin de saison pastorale. Si ces fixations sont métalliques, elles devront être de teinte sombre et mate.

2.15. Le conduit d'évacuation des fumées du poêle à bois sera constitué d'éléments en inox teintés dans la masse de teinte sombre (noir, gris) et mat.

Prescriptions liées à la gestion des rejets d'eaux usées

2.16. Une station d'épuration portative avec filtres biologiques sera installée en vue de traiter les eaux grises issues de l'utilisation de la cabane.

2.17. Le rejet de la station sera évacué en-dehors des zones de circulation quotidienne des hommes et des bêtes, et positionné de sorte à ce qu'il s'infiltre dans la végétation existante et les sols (rejet direct au cours d'eau interdit).

Article 3 :

3.1. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de travaux relatifs au réaménagement des annexes de la cabane pastorale.

Ces derniers devront faire l'objet des procédures requises au titre des dispositions réglementaires en vigueur

3.2. Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de survol du cœur de Parc national à moins de 1000 m du sol par un aéronef motorisé.

Les hélicoptages nécessaires notamment à l'acheminement des matériaux, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 4 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Le bénéficiaire est tenu d'adresser au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, la copie de la déclaration de commencement de travaux.

Article 5 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie de celui-ci sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 6 :

Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

Il ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 19 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER